

## DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE VILLE DE RIS-ORANGIS

**ARRETE TEMPORAIRE N°2023/125  
Du jeudi 30 mars 2023**

**Portant modification temporaire de la réglementation en matière  
de circulation et de stationnement,  
au 50 Avenue Paul Langevin à Ris-Orangis,  
par la Société SETP pour le compte de la Société FREE**

Le Maire de Ris-Orangis, Conseiller départemental de l'Essonne,

**VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,

**VU** le Code de la Route notamment les articles L 325-1 à L 325-13 ; R 411-1 à R 411-33 ; R 412-1 à R 412-43 ; R 417-1 à R 417-13,

**VU** le Code de la voirie routière,

**VU** le Code Pénal,

**VU** le Décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière,

**VU** le Décret n° 86-476 du 14 mars 1986 portant modification de l'article R26 du Code Pénal,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie sur la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel en date du 6 mai 1992,

**VU** l'arrêté n° 2017/432 du mercredi 20 septembre 2017, portant réglementation de la circulation des véhicules et instituant une limitation à 30km/h des véhicules à moteur sur le territoire de la commune de Ris-Orangis,

**VU** l'arrêté n°2022/059 du 14 février 2022 portant réglementation des bruits et prévention des atteintes à la tranquillité,

**VU** l'avis favorable de la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart,

**VU** le règlement communal de voirie,

**CONSIDERANT** la demande d'autorisation présentée par la Société SETP, domiciliée au 80 Avenue du Général de Gaulle – 94320 THIAIS, pour le compte de la Société FREE, domiciliée au 8 Rue de la Ville-L'évêque – 75008 PARIS, relative à des travaux de création de génie civil pour le passage de la fibre optique, au 50 Avenue Paul Langevin à Ris-Orangis,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions pour assurer la pérennité du domaine public, la sécurité des piétons et des automobilistes pendant toute la durée des travaux,

**CONSIDERANT** qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules,

**SUR proposition des Services Techniques Municipaux,**

---

## A R R È T E

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Autorisation.**

La Société SETP, domiciliée au 80 Avenue du Général de Gaulle – 94320 THIAIS, est autorisée à réaliser des travaux de création de génie civil pour le passage de la fibre optique, au 50 Avenue Paul Langevin à Ris-Orangis, pour le compte de la Société FREE, domiciliée au 8 Rue de la Ville-L'évêque – 75008 PARIS.

### **ARTICLE 2 : Stationnement.**

Au niveau des travaux, le stationnement des véhicules sera interdit et considéré comme gênant. Les services de Police seront chargés de l'enlèvement des véhicules en infraction, conformément aux articles L 325-1 à L 325-12 du Code de la Route.

### **ARTICLE 3 : Signalisation et sécurisation du chantier.**

L'entreprise chargée des travaux devra mettre en place de part et d'autre du chantier une signalisation règlementaire annonçant les travaux en cours.

### **ARTICLE 4 : Propreté des abords du chantier.**

Les abords du chantier devront être nettoyés aussi souvent que nécessaire par l'entreprise chargée des travaux en fin d'intervention, ainsi que sur simple demande des Services Techniques Municipaux.

### **ARTICLE 5 : Remise en état du chantier.**

A l'achèvement des travaux d'installation, l'entreprise est tenue d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, graviers et immondices, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient été causés sur le Domaine Public ou ses dépendances, de rétablir dans leur premier état initial les fosses, talus, accotements, chaussées ou trottoirs qui auraient été endommagés et d'enlever la signalisation du chantier.

En cas de fouille, l'entreprise devra procéder aux reprises d'enrobés sur la largeur de la fouille et sur la largeur totale sur trottoir ou de la chaussée avec un épaulement de 20 cm.

**ARTICLE 6 : Affichage.**

Le présent arrêté doit être affiché par le demandeur 48 heures minimum avant le début de chaque intervention.

**ARTICLE 7 : Durée.**

Le présent arrêté est applicable du **lundi 17 avril 2023 au mardi 2 mai 2023.**

**ARTICLE 8 : Ampliation.**

Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Polices Urbaines,
- Madame la Commissaire de la Police d'Evry,
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale,
- Madame la Directrice des Services Techniques et de l'Urbanisme.

Et toute autorité administrative et agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire certifie sous sa responsabilité

Le caractère exécutoire de cet acte :

Transmis en Préfecture le :

Publié le : **13 AVR. 2023**

Notifié le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours

Devant le Tribunal Administratif de Versailles

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.

Fait à Ris-Orangis, le 30 mars 2023.

Stéphane Raffalli  
Maire de Ris-Orangis,  
Conseiller départemental de l'Essonne

